

Face au poker menteur des grandes puissances, aux travailleuses et aux travailleurs de renverser la table !

Avec la vulgarité et la brutalité mafieuse qui les caractérisent, Donald Trump et son vice-président, J.D. Vance, ont donné une belle leçon d'impérialisme devant les télévisions du monde entier. Face à Zelensky, le dirigeant ukrainien, pas assez docile à leurs yeux, ils ont monté le ton, estimant avoir toutes les « cartes » dans leurs mains. Depuis son retour au pouvoir, Trump ne cache pas sa volonté d'imposer au monde la puissance américaine. Multipliant les félicitations à Poutine, il entend participer avec lui au dépeçage de l'Ukraine : pour Poutine et ses oligarques, les terres conquises au prix de centaines de milliers de morts ; pour les trusts américains, les minerais du reste du pays. Qu'importe le sort des peuples dans ce partage entre grandes puissances ! Et quand Zelensky ose réclamer des garanties que la guerre de conquête lancée par Poutine ne reprendra pas de plus belle à la première occasion, c'est Trump qui vient lui rappeler qu'il n'est rien face aux puissants et ne peut rien exiger.

Les pays européens tentent de s'inviter à la table du festin

Mis sur la touche par leur tutelle américaine, les dirigeants européens sont en plein désarroi. Sommet européen avec Kiev ce dimanche à Londres, Conseil européen extraordinaire à Bruxelles jeudi 6 mars, les concertations se multiplient. Mais les dirigeants européens n'ont rien de plus à offrir au peuple ukrainien. En réalité, ils veulent avant tout obtenir leur part du gâteau. Sébastien Lecornu, le ministre français de la Défense, a d'ailleurs annoncé jeudi 27 février qu'il souhaitait, comme Trump, conclure un accord sur les minerais avec Kiev...

De Keir Starmer, Premier ministre britannique, à Giorgia Meloni, la Première ministre italienne d'extrême droite, qui ne cache pas son admiration pour Trump, tous affichent, derrière leurs divisions, la volonté commune de consacrer toujours plus de budget à l'armement et aux dépenses militaires. Sous prétexte qu'il faut désormais « nous » défendre, puisque désengagement américain en Europe il y a

Comme si nous pouvions leur faire confiance pour cela alors que, aujourd'hui comme hier, les mêmes ne font qu'attaquer les classes populaires : qui peut croire que Macron, le président des riches, en se posant en leader de l'Europe de la défense et en appelant à « acheter européen », a autre chose en tête que les intérêts des industriels français du secteur – Airbus, Thalès, Safran, Dassault...

À l'union des exploités et des milliardaires, il faut opposer l'union des travailleurs et travailleuses

Les Trump, Macron, Poutine et consorts façonnent un monde de chômage et de misère. Et de guerre.

En Ukraine, la colère est profonde, non seulement contre Poutine, mais aussi contre Zelensky qui a facilité les licenciements et fermé de nombreux services publics, alors qu'un certain nombre de patrons ukrainiens ont multiplié leurs profits. Et contre les dirigeants du monde impérialiste qui se fichent pas mal de leur sort.

Chaque déclaration guerrière, et surtout chaque augmentation des budgets militaires, augmente la probabilité de guerre, en fait nous en rapproche. C'est le risque que nous courons si nous laissons les mains libres aux capitalistes et aux chefs d'État à leur service. Aucune solution ne viendra d'eux, ni de ceux qui se mettent à leur remorque, comme l'a fait Zelensky en s'alignant totalement derrière les grandes puissances occidentales.

Contre la militarisation grandissante de la société, contre les rivalités impérialistes, ce qu'il faut, c'est l'union de tous les travailleurs, exploités, opprimés, pour en finir avec ce système !


MANIFESTATION FÉMINISTE
SAMEDI 8 MARS - 14H -
METZ - PLACE MAZELLE

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :

EN BREF

Immigration : Bayrou en remet une couche

François Bayrou a réuni les ministres de l'Intérieur, des Affaires étrangères et du Travail pour un nouveau comité interministériel de contrôle de l'immigration. La réunion se tenait quatre jours après l'attentat de Mulhouse commis par un Algérien en situation irrégulière et auquel avait été remis une obligation de quitter le territoire français qui n'avait pas été exécutée. Chaque fait divers dramatique est l'occasion pour le gouvernement de remettre une pièce dans la machine en s'en prenant aux migrants en général, et aux Algériens en particulier. Sous les applaudissements du Rassemblement national, qui a cependant une crainte : qu'à force de lui piquer son programme, Retailleau et ses collègues lui piquent aussi... ses électeurs.

Scandale pédophile de Bétharram :

Bayrou s'enfonce dans le déni

Alors que les témoignages s'accumulent, Bayrou continue d'affirmer qu'il n'a « jamais été informé » des violences sexuelles commises entre 1970 et 1990 à Notre-Dame de Bétharram, l'établissement scolaire catholique où certains de ses enfants étaient scolarisés et où son épouse enseignait le catéchisme. Dernière révélation en date : l'ancien juge d'instruction au tribunal de Pau qui affirme s'être longuement entretenu de l'affaire avec Bayrou lorsque celui-ci était président du conseil général des Pyrénées-Atlantiques.

Le surendettement a progressé de 11 % en un an

Un exemple parmi d'autres des difficultés croissantes que connaissent les familles modestes : le nombre de dossiers déposés auprès des commissions départementales de surendettement s'est élevé à 134 803 l'an dernier, une hausse de 10,8 % par rapport à 2023. Au total, ce sont 600 000 foyers qui sont fichés pour surendettement, c'est-à-dire qui ne parviennent pas à rembourser les prêts bancaires ou autres, voire payer leur loyer. 55 % des personnes dans cette situation sont des femmes, 20 % des familles monoparentales, 25 % sont au chômage et 53 % sont des ouvriers ou employés. Un échantillon représentatif des classes populaires...

Le secteur social au bord de l'effondrement

Le 23 janvier, les 800 étudiants de l'Institut du développement social (IDS) de Canteleu (76) ont été renvoyés chez eux sur ordre de l'inspection du travail. Le bâtiment, délabré depuis les années 1980, voit ses toits s'effriter, voire s'effondrer... en libérant de l'amiante ! Un mail pour partir, un autre pour revenir, sans explication. Mais qui s'en étonne encore ? Conditions d'études dégradées, stages dans des structures exsangues : listes d'attente interminables en Dime, protection de l'enfance saturée, foyers en sous-effectif recrutant sans diplôme, sans-papiers malmenés par une bureaucratie implacable... Dès leur formation, les futurs travailleurs sociaux comprennent : mépris, coupes budgétaires, austérité pour le public, profits pour les puissants. Plus de fric pour le social, moins pour les fortunes, voilà l'urgence !

8 mars Journée internationale des luttes des femmes !

Le droit à l'avortement est constitutionnel, mais sans centres de santé en nombre suffisant, son accès se restreint. Les violences sexuelles sont dénoncées, mais les féminicides persistent, les inégalités salariales demeurent. Partout, les droits des femmes sont attaqués, notamment par des gouvernements réactionnaires. Dans les hôpitaux, où 70 % des employé-e-s sont des femmes, le sexisme et les violences prospèrent sous la loi du silence. Comme en Inde, où une médecin violée et assassinée a déclenché une révolte, faisons entendre notre colère. Le 8 mars, prenons la rue : contre le capitalisme et le patriarcat, la seule issue sera de les renverser !

Secteur social : face aux attaques budgétaires, une réponse unitaire !

Les coupes budgétaires décidées par le gouvernement sont un raz de marée dans le secteur du social : licenciements à la pelle, comme dans le Nord, en Essonne, en Loire Atlantique et on en passe ! Face à ça, et aux conditions de travail et d'accueil de plus en plus insupportables, des salariés du social de partout en France réunis en janvier dernier appellent à une grève massive dans tout le territoire le 1er avril, et la semaine du 12 mai. Déjà 60 syndicats et collectifs ont rejoint l'appel. Alors que la colère est généralisée, utiliser ces dates de grève comme points d'appui pour fédérer l'ensemble du monde du travail serait une motion de censure autrement plus efficace !